

NOTE DE L'OBSERVATOIRE: AVRIL 2012

L'observatoire économique caraïbe vous présente sa deuxième note de conjoncture de l'année 2011 qui précèdera le bilan économique et social pour l'année que nous publierons au mois de mai 2012 .

CONJONCTURE AU DEUXIEME SEMESTRE 2011 HÉSITATIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

La conjoncture guadeloupéenne dépend étroitement et de plus en plus des dynamiques en cours dans le monde , la zone euro, et en France . Notre pays est dans la zone euro même si il en est éloigné physiquement et qu'il n'a pas son mot à dire . Au deuxième semestre 2011, notre économie a continué à faire du sur place victime de l'absence d'impulsions ciblées des autorités françaises qui se contentent d'appliquer à notre pays des orientations élaborées pour la France .

UN ENVIRONNEMENT DE PLUS EN PLUS DÉGRADÉ

Le deuxième semestre de l'année 2011 a été marquée par le retour des turbulences financières, particulièrement en zone euro. Au total, la croissance mondiale a décéléré en 2011 (3,6% après 4,9% en 2010), mais elle reste soutenue, supérieure à la moyenne de longue période (3,3% de 1973 à 2007). Après un mouvement généralisé de modération de la croissance au premier semestre, lié aux tensions sur les prix des matières premières, les trajectoires régionales ont divergé. Alors que la zone euro se dirigeait vers la récession, les Etats-Unis ont fait mentir les marchés qui entrevoyaient un "double deep" et des signaux positifs sont apparus en fin d'année. Enfin, les pays émergents ont bien résisté, quoiqu'à des degrés divers.

La croissance américaine a été de 1,7% sur l'année 2011, c'est ce qu'annonce le département du Commerce en guise de première estimation. Autre chiffre peut-être plus important : le rythme annuel de la croissance au 4ème trimestre s'est élevé à 2,8% alors que ce rythme n'était que de 1,8% au trimestre précédent. L'économie américaine a donc accéléré sa croissance en fin d'année au point de réaliser sa meilleure performance de l'année. Cette performance de 1,7% de croissance l'an dernier confirme que l'accélération du PIB sur la fin de l'année n'a pas compensé les effets du ralentissement du premier semestre. Elle reste bien en deçà des 3% de croissance enregistrée en 2010.

L'érosion de l'économie de la zone euro s'est poursuivie au quatrième trimestre. Le produit intérieur brut (PIB) des 17 pays de la zone euro s'est contracté comme attendu de 0,3% au quatrième trimestre 2011 par rapport au troisième, après avoir crû de 0,1% au trimestre précédent, annonce Eurostat, confirmant sa première estimation. En rythme annuel, la croissance ressort à 0,7%. Le bloc plus large des 27 pays de l'Union européenne accuse lui aussi une contraction de 0,3% sur la période d'octobre à décembre, et une croissance de 0,9% en rythme annuel. L'indicateur du sentiment économique, qui combine les indices de confiance des consommateurs et des entrepreneurs et qui donne une bonne indication quant à l'évolution du PIB, s'est replié en novembre pour le neuvième mois consécutif, pour atteindre son niveau plancher depuis novembre 2009. Les pronostics de croissance économique sont en permanence revus à la baisse et contraignent les pouvoirs publics à prendre des mesures d'assainissement supplémentaires en vue de réduire leurs déficits budgétaires et d'atteindre les objectifs fixés dans la norme de Maastricht (soit 3% du PIB). Les consommateurs ont à nouveau été plus pessimistes en novembre et ce, pour le cinquième mois consécutif. L'indice de la confiance des consommateurs a en effet plongé en novembre pour atteindre son niveau le plus bas depuis août 2009. Le consommateur est très préoccupé par l'évolution ultérieure du chômage et à juste titre. Le nombre de personnes sans emploi dans la zone euro n'a jamais été aussi élevé depuis le début de la compilation de ces statistiques, en juin 1991. Le taux de chômage continue d'augmenter sans interruption: il est en effet passé de 9,9% en avril à 10,3% en décembre. En France, sur l'année 2011, la croissance a atteint 1,7%. Mais la consommation des ménages reste en berne, et continue de baisser. Le déficit commercial atteint un record de 70 milliards d'euros. L'endettement dépasse les normes de l'Europe. Quant au chômage, toujours en hausse, il touche 9.3% de la population active. Près de 32 000 emplois salariés ont été perdus au quatrième trimestre. Les destructions d'emplois touchent surtout le secteur marchand et notamment l'industrie. Le Produit intérieur brut allemand a progressé de 3% l'an dernier mais accusé "un coup de mou" au quatrième trimestre, avec un recul de 0,2% par rapport au troisième, a annoncé mercredi l'Office fédéral des statistiques (Destatis). En corrigeant des variations calendaires, c'est-à-dire de la variation du nombre de jours travaillés d'une année sur l'autre, la croissance allemande l'an dernier a même atteint 3,1%.

Locomotives de la croissance mondiale, les grands pays émergents avaient comme principal motif d'inquiétude économique, en début d'année, les fortes tensions inflationnistes induites (avec de grandes différences suivant les pays) par les prix de l'énergie, de l'alimentation et de l'immobilier. Cette situation a contraint plusieurs d'entre eux à poursuivre des politiques de durcissement monétaires jusqu'au début du second semestre. Néanmoins, sous l'effet de la baisse de la croissance dans les pays développés et du recul du commerce international, la croissance des pays émergents a décéléré en cours d'année. Elle reste tout de même forte, soutenue par la vigueur de la demande interne qui constitue, à présent, un puissant moteur autonome. Les anticipations d'inflation ont reculé, permettant à plusieurs banques centrales d'entamer des cycles d'assouplissement monétaire de nature à prévenir un atterrissage brutal. Enfin, les gouvernements disposent de marges de manoeuvre considérables pour procéder également à des mesures de relance budgétaire en cas de besoin. Les économies émergentes sont devenues les forces vives pour la relance économique mondiale. On estime qu'elles auraient connu une croissance de 6,4 % en 2011, tandis que le chiffre est de 4 % pour l'économie mondiale. En Chine, la croissance du produit intérieur brut (PIB), qui avait atteint 10,4 % en 2010, est progressivement tombée à 9,7 % au premier trimestre de cette année, puis à 9,5 % au deuxième et 9,1 % au troisième. Et pourrait tomber à 9 % pour l'ensemble de l'année 2011. L'indice de la production manufacturière est tombé, lui, à son plus faible niveau en près de trois ans. En Inde, la croissance de la production industrielle est devenue négative pour la première fois en plus de deux ans avec une contraction de 5,1 % en octobre sur un an, selon les derniers chiffres, reflétant l'impact de la politique monétaire agressive du pays. En octobre 2010, la production industrielle avait progressé de 11,3 % sur un an. En septembre 2011, cet indicateur avait déjà marqué le pas, progressant de seulement 1,9 %, bien loin des attentes du marché, lequel tablait sur 3,7 %. La Reserve Bank of India (RBI) a pratiqué treize relèvements des taux depuis mars 2010 pour tenter d'enrayer une inflation qui flirte avec les 10 %, gros point noir de la troisième puissance économique d'Asie. Alors que l'Inde visait au début de l'année une croissance annuelle de 9 %, elle a ramené ses ambitions à un taux de 7,5 %. Des économistes indépendants anticipent plutôt un taux inférieur à 7 %. L'Inde avait enregistré une croissance de 8,5 % pour l'année 2010-2011. Au Brésil, la Banque centrale a abaissé à 3% sa prévision de croissance pour 2011, en raison de l'aggravation de la crise internationale. Pour sa part, le gouvernement brésilien prévoit toujours une croissance de 3,5%, bien en deçà des 7,5% enregistrés l'année dernière. En Russie, le PIB a crû 4 % en 2011. Selon une étude économique de l'OCDE, l'économie russe se remet de la grave récession de 2008/09, mais l'activité reste en deçà des sommets atteints avant la crise. De l'ordre de 4% (en 2011), le taux de croissance tendanciel est insuffisant pour tirer pleinement parti des possibilités offertes par les ressources naturelles dont est richement dotée la Russie et le haut niveau de qualification de sa population. En Afrique du Sud de 2,7 % de croissance en 2011, elle passe à 5,6 % en 2006 pour s'établir à 3,4 % en 2011. Selon la Standard Bank of South Africa,

la crise dans la zone euro, qui est la principale destination des exportations minières de l'Afrique du Sud, a conduit à une réduction considérable du volume des exportations du pays. En outre, selon le bureau des statistiques sud-africain, la production agricole a également diminué de 4,3% au 3e trimestre par rapport au trimestre précédent, ce qui a constitué un autre coup dur pour le fragile redressement économique du pays.

LA GUADELOUPE À LA TRAINÉ

À la fin de 2010, le PIB de la Guadeloupe était de 8.597 millions d'euros et de 19.002 par habitant. À la fin 2011, il sera probablement de 9 milliards compte tenu des données disponibles soit une augmentation en valeur de 1 %.

L'indicateur du climat des affaires (ICA), à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, collecté par L'IEDOM, évolue peu au quatrième trimestre et se maintient, comme tout au long de l'année 2011, légèrement au dessus de sa moyenne de longue période. Cette résistance s'explique principalement par l'amélioration en fin d'année de l'activité et de la trésorerie des entreprises. Au niveau sectoriel, les évolutions sont hétérogènes. Alors que les entreprises du secteur du tourisme et du commerce bénéficient du redressement de la consommation des ménages et de l'ouverture de la haute saison touristique, l'activité est restée faible dans le bâtiment et les travaux publics.

La structure des ressources ne change pas :

Les ressources mises à la disposition des guadeloupéens n'augmentent pas et comprennent toujours un taux élevé d'importations. De plus la production reste nettement plus faible que la consommation.

Du côté de la production dans le secteur primaire et de l'agroalimentaire, l'activité s'est de nouveau dégradée au quatrième trimestre mais à un rythme moindre que lors des trimestres précédents. La fin d'année est marquée par le recul sensible des exportations de produits agricoles (-20,3 % en données cvs par rapport à fin septembre) et de produits alimentaires (-7,0 %). Les exportations de bananes sont moins dynamiques au deuxième semestre. Le courant d'affaires du secteur industriel (hors industries alimentaires) progresse au quatrième trimestre à un rythme moindre qu'au trimestre précédent. Les chefs d'entreprise n'anticipent pas d'amélioration de l'activité pour début 2012.

L'activité du bâtiment et des travaux publics reste bien orientée. Les ventes de ciment maintiennent leur progression amorcée au troisième trimestre (+5,9 % après +2,2 % en données cvs). Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs affiche une hausse significative par rapport au trimestre précédent (+55,4 %). En raison d'une visibilité réduite cependant, les chefs d'entreprise ne prévoient pas d'investir dans les prochains mois.

L'activité dans le secteur du commerce s'améliore même si les résultats obtenus sont en dessous des attentes. Sur le dernier trimestre, le commerce automobile affiche son meilleur bilan de l'année : 5 739 véhicules neufs ont été immatriculés au cours du quatrième trimestre soit un chiffre en hausse de 38,5 % par rapport au trimestre précédent, mais toutefois inférieur de 2,8 % au volume de ventes réalisées au quatrième trimestre 2010.

Dans le secteur du tourisme, Les résultats de l'activité touristique confirment une reprise amorcée dès la fin d'année 2010, avec des indicateurs en hausse comparés aux années antérieures . Tous les professionnels s'accordent à dire que la fréquentation a augmenté. Le trafic de passagers revient à des niveaux proches de ses plus hauts historiques : un peu plus de 2 millions de passagers ont été accueillis à l'aéroport, un chiffre en hausse de 5,2 % par rapport à 2010 et supérieur de 1,2 % à celui de 2008. Le nombre de nuitées dans l'hôtellerie progresse pour la deuxième année consécutive (+9,1 % en 2011 après +17 % en 2010) et le taux d'occupation des chambres atteint en moyenne 58 %, en hausse de 5 points sur un an. Après un premier semestre particulièrement médiocre, l'activité de croisière renoue également avec la croissance. La saison 2011-2012 qui a débuté en novembre affiche des résultats très encourageants : le résultat pour le seul mois de décembre 2011 (33 445 passagers) est le meilleur de ces cinq dernières années.

Les importations sont toujours élevées. Elles sont en 2011 en augmentation de 32%. Elles retrouvent en 2011 leur point haut de 2008. Hors produits pétroliers, la progression des importations est cependant moins marquée qu'en 2010 (+1,7 % contre +17,1 %). Cette hausse vient principalement des produits alimentaires (+8,2 %), des biens de consommation (+3,7 %), des biens d'équipements ménagers (+3,6 %) et, dans une moindre mesure, des biens intermédiaires (+1,4 %). Les importations de biens d'équipement à destination des entreprises diminuent en revanche de 0,9 % par rapport à 2010.

Du côté de l'emploi des ressources rien de nouveau

La consommation des ménages a été plus dynamique au quatrième trimestre qu'au troisième trimestre mais reste inférieure en niveau à celle relevée fin 2010. Néanmoins, le volume d'activité réalisé a été moins important qu'ils ne l'avaient prévu, témoignant de la réduction des dépenses de la clientèle. Les crédits à la consommation des ménages se tassent légèrement (+4 % en fin 2011). La situation financière des ménages continue de s'assainir : le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire s'établit à son niveau le plus bas depuis 1997 et le nombre de retraits de cartes bancaires affiche un net recul (-8,2 %). **Pourtant le SMIC a augmenté en décembre tandis le nombre de personnes inactives indemnisées ne change pas** . Au mois de décembre 2011, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente de 1,1 % (+1,4 % en décembre 2010). Trois grands postes participent à cette évolution : les services, l'habillement et le tabac. Le

glissement sur un an (décembre 2011 par rapport à décembre 2010) est de +1,8 % (+3,3 % en décembre 2010). En 2011, selon l'enquête emploi de l'INSEE, le taux de chômage s'élève à 22,6 %, en baisse par rapport à 2010 (24,2 %). Selon Pôle emploi, à la fin décembre 2011, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle Emploi de catégorie A s'établit à 57 030 en Guadeloupe et Îles du Nord. Ce nombre augmente de 0,4 % par rapport à la fin novembre 2011 (soit +240). Sur un an, il est en hausse de 6,3 %.

La consommation des administrations publiques a commencé à stagner du fait des politiques d'austérité .

Les prévisions d'investissement restent à la baisse, reflétant encore les interrogations des agents économiques sur l'avenir. Les importations de biens d'équipement sont en retrait pour le deuxième trimestre consécutif (-14,5 % en données cvs) alors que celles de biens intermédiaires se maintiennent (+0,7 %) après un troisième trimestre en fort recul.

A l'inverse, les exportations affichent un niveau de croissance élevé (+ 9,2 % en données cvs) en lien avec la progression des réexportations de produits pétroliers et des exportations de déchets industriels et ménagers.

Les marchés déjà structurellement déséquilibrés le restent:

Solde commercial négatif : les guadeloupéens ont continué à consommer pour l'essentiel des importations qui ont recommencé à croître après une longue stagnation, alors que les exportations restent ridicules ;

Solde marché du travail au mois de décembre : on compte toujours un nombre élevé de chômeurs ;

Solde de l'offre de biens et services, les ressources proposées aux consommateurs guadeloupéens proviennent pour une grande part des importations et non de la production guadeloupéenne qui de toute façon est sacrifiée .

PERSPECTIVES POUR 2012

Une nouvelle année a commencé. Une année pleine d'incertitudes du fait de la chute de l'économie de nombreux pays amorcée en août 2011. L'aggravation de la crise de la dette européenne et la rétrogradation de la note souveraine des États-Unis ont provoqué la dégringolade des marchés financiers à travers la planète. En cinq mois seulement, les places boursières ont essuyé 6 500 milliards de dollars (9,5 % du PIB mondial) de perte de richesse. Celles des pays en développement se sont dévalorisées de 8,5 % entre fin juillet 2011 et début janvier 2012. L'économie mondiale devrait enregistrer une expansion de 2,5 % en 2012 et de 3,1 % en 2013 (soit, respectivement, de 3,4 et 4 % en parités de pouvoir d'achat). La croissance des pays à revenu élevé devrait ressortir à 1,4 % en 2012 (- 0,3 % dans la zone euro et 2,1 % dans les autres pays) et à 2 % en 2013, alors qu'on

tablait en juin sur, respectivement, 2,7 et 2,6 % pour 2012 et 2013. La croissance des pays en développement a également été revue en baisse, à 5,4 et 6,0 %, par rapport aux 6,2 et 6,3 % anticipés en juin. u fait de ce ralentissement de la croissance, les échanges commerciaux mondiaux, dont l'essor en 2011 est estimé à 6,6 %, ne progresseront que de 4,7 % en 2012, avant de remonter à 6,8 % en 2013. Mais toutes revues à la baisse qu'elles soient, même ces prévisions pourraient être difficiles à atteindre.

En Guadeloupe , rien n'annonce une réorientation de l'économie. Le supermarché guadeloupéen continuera à cahoter avec de plus en plus de difficulté. La croissance réelle risque d'être insuffisante pour propulser la guadeloupée vers des demains plus surs .

LE COMITÉ DE DIRECTION